Histoire de l'éducation

120 | 2008
Le cours magistral XVe-XXe siècles

DALANÇON (Alain), *Histoire du SNES*, t. 2 : *Les années tournant (1967-1973)*

[Paris] : IRHSES, 2007. 516 p

Yves Verneuil

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/histoire-education/1924
DOI : 10.4000/histoire-education.1924
ISSN : 2102-5452

Éditeur
ENS Éditions

Édition imprimée
Date de publication : 1 septembre 2008
Pagination : 170-173
ISBN : 978-2-7342-1132-7
ISSN : 0221-6280

Référence électronique
Yves Verneuil, « DALANÇON (Alain), *Histoire du SNES*, t. 2 : *Les années tournant (1967-1973)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 120 | 2008, mis en ligne le 02 juin 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : http://journals.openedition.org/histoire-education/1924 ; DOI : https://doi.org/10.4000/histoire-education.1924

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

DALANÇON (Alain), *Histoire du SNES*, t. 2 : *Les années tournant (1967-1973)*

[Paris] : IRHSES, 2007. 516 p

Yves Verneuil

RÉFÉRENCE

DALANÇON (Alain), *Histoire du SNES*, t. 2 : *Les années tournant (1967-1973)*, [Paris] : IRHSES, 2007. 516 p

« Pourquoi un aussi gros livre pour une période aussi courte ? », demande l'auteur dans sa préface. De fait, le lecteur s'interroge : ce tome II, qui couvre une période de sept ans, ne comporte-t-il pas deux fois plus de pages que le premier, qui embrassait cent vingt années ? Alain Dalançon s'en justifie : il n'existait aucun récit de l'histoire du Syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES) pour cette période ; il convenait donc d'abord d'établir les faits, avant de les interpréter. Or ces sept ans ont été riches en événements, avec en leur cœur « l'événement » par excellence, celui de Mai 68. Mais A. Dalançon préfère parler de « mai-juin 1968 », afin de ne pas réduire la période à ses manifestations estudiantines : il estime que « les événements de 68 ont longtemps eu pour conséquence de focaliser l'attention sur les problèmes des enseignements supérieurs », alors que « ceux du second degré n'étaient pas moins préoccupants ». S'il arrête son récit en 1973, c'est certes parce que la décrue des mouvements étudiants se fait alors sentir et que la crise économique qui s'amorce marque un tournant, mais c'est surtout parce que cette année est celle du « Manifeste pour l'unité de la FEN », par lequel la direction de la Fédération de l'éducation nationale a cherché à faire en sorte que le SNES se soumette ou se démette. La trame du récit est avant tout marquée par la logique syndicale. A. Dalançon revendique cette approche qui considère les choses du point de vue du syndicat et non pas en fonction d'un thème, fût-ce la professionnalisation chère à André Robert. L'histoire du SNES est donc analysée en fonction du contexte global, scolaire, social, politique, et proprement syndical. La question des enjeux internes à la FEN est au cœur de l'ouvrage et conduit l'auteur à

dialoguer régulièrement, au travers des notes de bas de page, avec l'auteur de l'*Histoirede la FEN* parue chez Belin en 2003, Guy Brucy, que ce soit pour nuancer ou compléter son propos.

La première partie est consacrée à montrer comment s'organise le syndicat et quelles sont les luttes qu'il entreprend. La nouvelle direction est entièrement tenue par le courant « Unité et Action » (UA), réputé proche du Parti communiste français (PCF), car les anciens dirigeants, les « Autonomes », devenus minoritaires, ont refusé de s'y associer. Ils n'ont d'ailleurs laissé aucune archive à leurs successeurs. Ceux-ci ne sont pas tous communistes ; Jean Petite, par exemple, est membre du Parti socialiste unifié (PSU) et proche de Michel Rocard. L'auteur insiste sur le pluralisme politique de la direction, car les Autonomes ont toujours accusé la direction UA d'être inféodée au PCF. Il ne fait néanmoins pas mystère des liens des trois membres communistes du mini-secrétariat avec le Parti (ils participaient tous les lundis à une réunion de la commission de l'enseignement du Comité central du PCF, présidée par Pierre Juquin), ni de la volonté de contrôle de la nouvelle direction (les secrétaires étaient choisies uniquement « parmi les gens en qui on pouvait avoir confiance »). Sur le plan pédagogique, le nouveau SNES s'approprie les thèses de la sociologie critique de l'enseignement formulées par Bourdieu et Passeron. En revanche, il se méfie des propositions de rénovation pédagogique du colloque d'Amiens (mars 1968), car il craint que le ministère ne récupère ses conclusions pour aggraver les conditions de travail des enseignants. Il revendique une meilleure formation des maîtres, qui devrait permettre leur reclassement, mais ses propositions sont en opposition avec celles du Syndicat national des instituteurs (SNI), car certains instituteurs enseignent dans le secondaire et le SNI ne souhaite pas qu'ils reçoivent une formation différente de celle de leurs collègues du primaire. Le Comité national d'action laïque (CNAL) est un lieu de rapprochement entre les deux syndicats, mais là aussi, le SNES et le SNI sont en rivalité.

La seconde partie du livre couvre la période allant de mai 1968 à mai 1969. Le SNES n'a pas du tout cherché à provoquer le « grand soir ». Contrairement à la FEN, le SNES est alors plus proche de la Confédération générale du travail (CGT), syndicat ouvrier, que du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP) et de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Toujours contrairement à la FEN, le SNES refuse de se rendre au rassemblement du stade Charléty du 27 mai 1968, considéré par la CGT comme une « réunion anti-ouvrière ». Par ailleurs, lors des négociations avec le ministère, le SNES obtient des améliorations pour les professeurs de l'enseignement technique, mais rien pour les certifiés, si bien qu'il refuse de suivre la FEN lorsqu'elle décide l'arrêt de la grève, le 5 juin. Mais il lance une nouvelle consultation des adhérents à ce propos cinq jours plus tard : « opérée dans la précipitation, sans progrès des résultats et sans réouverture d'une négociation, [cette seconde consultation] fut interprétée par beaucoup comme une « consultation-bidon » par laquelle la direction cherchait à faire plébisciter son choix [d'arrêter la grève], répondant à la stratégie et aux consignes du PCF » (p. 139). Pour le courant « École émancipée », le SNES a, de toute façon, saboté le mouvement de Mai en le rendant revendicatif et non pas révolutionnaire : en acceptant de négocier, sa direction acceptait la légitimité du pouvoir et jouait le rôle de briseur de grève ; débordée par sa base, la bureaucratie qui compose la direction syndicale aurait freiné le mouvement en cherchant à éviter, à l'instar du PCF, l'alliance entre les ouvriers et les étudiants. À ces critiques, la direction répond que, par les acquis obtenus, elle a porté des coups au pouvoir et créé une dynamique pour plusieurs années.

La dernière partie (1969-1973) paraît montrer que l'attitude de la direction a été comprise, puisque celle-ci conforte ses positions et que le taux de syndicalisation se maintient à un niveau très élevé. Les tentatives pour créer de nouveaux courants internes, plus combatifs, s'avèrent vaines. A. Dalançon montre toutefois que le succès du SNES tient en partie à ce qu'il développe un « syndicalisme de service », notamment auprès des maîtres auxiliaires et des surveillants, et relève qu'au niveau académique, les relations sont généralement bonnes avec les responsables des rectorats, jamais traités en « ennemis de classe », ce qui contraste avec le discours tenu au niveau national. Pour expliquer l'audience du SNES, il faudrait ajouter, à notre sens, l'ambiguïté de son action, qui cherche à se concilier à la fois les conservateurs et les tenants de la rénovation pédagogique en revendiquant des moyens et une revalorisation du métier, ce qui met tout le monde d'accord. Cette ambiguïté se manifeste, selon l'auteur lui-même, en de multiples occasions : par exemple, le SNES s'affirme partisan de la suppression du latin en sixième, mais vote contre cette mesure au Conseil supérieur de l'éducation. N'est-ce pas ce genre d'attitude qui l'a parfois fait taxer de duplicité ?

La période prend fin avec le « Manifeste pour l'unité de la FEN » que la direction de la Fédération de l'éducation nationale a fait approuver en 1973 et qui a failli aboutir à la rupture entre le SNES et elle. Sur ce point, l'auteur n'est pas d'accord avec Guy Brucy, qui attribue cette initiative de la FEN à l'antagonisme entre « primaires » et « secondaires ». Selon Alain Dalançon, cet antagonisme a été plus virulent dans les années 1950. C'est donc plutôt la question de la domination de la Fédération qui est en jeu, le courant alors au pouvoir s'efforçant de contrôler ses rivaux.

Un des atouts de l'ouvrage, c'est qu'il ne réduit pas l'histoire du syndicalisme aux exécutifs parisiens. À plusieurs reprises, il propose des tours d'horizon pour montrer la diversité des situations provinciales. Il est vrai que l'auteur, ancien dirigeant d'une section académique, ne croit pas à l'idée répandue selon laquelle les sections locales ne seraient que des courroies de transmission de l'exécutif national. Parmi bien d'autres, on appréciera, par ailleurs, les pages qui utilisent les ressorts de l'anthropologie pour analyser la question de la grève comme nouveau rituel. C'est le collage nocturne d'affiches qui procure dorénavant les frissons de la transgression. L'auteur a également observé le contraste entre des professeurs défilant encore en costume-cravate avec de ternes banderoles et l'inventivité des slogans étudiants.

A. Dalançon sait que ses anciennes fonctions à la direction du SNES risquent de lui valoir la critique de partialité. Il assume d'ailleurs sa subjectivité (p. VI). Faisant le bilan de l'action du SNES, il écrit : « pour notre part, le positif l'emporte largement » (p. 492) ; son empathie avec les dirigeants du SNES va jusqu'à la sympathie (p. 495), et les dernières lignes sont pour faire porter la responsabilité de la rupture de 1992 sur la direction de la FEN... Pour autant, l'auteur présente sans fard l'opinion des tendances minoritaires. Ces critiques, toutefois, sont internes au SNES, et on peut regretter l'absence de sources, notamment orales, provenant d'autres syndicats. Les fonds du Centre des archives contemporaines auraient également pu être utilisés. Il faut néanmoins saluer ce travail qui utilise des ressources considérables, parvient à manifester sur un sujet difficile la distanciation critique qui sied à l'historien et fourmille de renseignements inédits. Ajoutons que le propos est toujours clair et que l'ouvrage comporte un très utile index des noms.

AUTEURS

YVES VERNEUIL